





La mission
d'**assistance** du
DPO lors du
contrôle

1

La Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL) peut effectuer des **contrôles** auprès de tout organisme traitant des données à caractère personnel disposant d'un établissement en France ou concernant des personnes résidant en France. Le RGPD permet par ailleurs à la CNIL d'effectuer des **vérifications auprès des prestataires sous-traitants**, en charge de la mise en œuvre d'un traitement, pour le compte d'un organisme responsable de traitement. En tant que DPO, **Mind-Data** vous sensibilise sur les pratiques de contrôle susceptibles de porter sur votre organisme

La mission de contrôle

- La CNIL est l'autorité de contrôle
- Les missions de contrôle ont été élargies suite à l'entrée en vigueur du RGPD
- La mission de contrôle peut porter sur un organisme privé ou public, disposant d'un établissement en France ou concernant des personnes résidant en France

2

La mission de contrôle peut prendre quatre formes : elle peut se dérouler sur **place**, au sein de locaux du responsable de traitement ou sous-traitant, peut consister en une **audition** sur convocation, dans les locaux de la commission ou sur **pièces**, en enjoignant au responsable de traitement ou sous-traitant destinataire du courrier d'y répondre en fournissant des pièces. Enfin, le dernier type de contrôle s'effectue en **ligne**, directement sur un site internet, une application mobile ou un produit connecté. A l'occasion de ces différents contrôles, **Mind-Data** accompagne et conseille le responsable de traitement ou sous-traitant.

Les types de contrôles

- Le contrôle peut se dérouler sur place
- Le contrôle peut consister en l'audition du responsable de traitement ou sous-traitant
- Le contrôle peut intervenir sur convocation
- Le contrôle peut-être effectué directement en ligne

3

Lorsque le contrôle se fait sur place, la décision de la CNIL est **notifiée** au début du contrôle au responsable des lieux où se situent le ou les traitements qui font l'objet de vérifications. Dans l'hypothèse où le contrôle se fait sur audition, la **convocation** doit parvenir à la personne auditionnée au moins **8 jours avant la date du contrôle**. Lorsque le contrôle se fait sur place, le procureur de la République territorialement compétent est informé de la date, de l'heure et de l'objet du contrôle 24heures avant que celui-ci ne débute

Comment s'organise le contrôle ?

- Le responsable de traitement est informé au préalable du contrôle lorsque celui se fait sur place
- Le procureur de la République territorialement compétent est informé 24heures avant le début du contrôle sur place

4

Les agents ont vocation à prendre **copie de toute information technique, et juridique** pour apprécier les conditions dans lesquelles sont mis en oeuvre les traitements de données à caractère personnel. Lors du contrôle, les agents peuvent **s'entretenir avec tout le personnel susceptible** de détenir des informations pour apprécier la conformité des traitements de données à caractère personnel et les **contrôleurs** peuvent accéder aux programmes informatiques et aux données ou en demander la retranscription pour les besoins du contrôle. A l'occasion du contrôle, le **DPO peut être présent et répondre aux agents et, ou contrôleurs en matière de droit lié à la protection des données personnelles**

Comment se déroule le contrôle ?

- Les agents peuvent entendre toute personne pendant la mission de contrôle
- Le contrôleur peut accéder aux programmes informatiques et aux données ou en demander la retranscription pour les besoins du contrôle

5

A l'issue du contrôle, la CNIL apprécie les **conditions de mise en oeuvre des traitements de données à caractère personnel** au regard de la loi "informatique et libertés", du RGPD, du code de la sécurité intérieure ou du code des postes et des communications électroniques. Si les investigations menées conduisent à établir que les pratiques sont constitutives de **manquements**, la CNIL peut clôturer par un **courrier avec observations** la procédure ou **mettre en demeure l'organisme** de se conformer au droit lié à la protection des données personnelles. A l'occasion de cet examen, le DPO a un rôle de médiateur avec l'autorité de contrôle.

Quelles sont les suites du contrôle ?

- Le contrôle peut aboutir à une clôture avec observations ou une mise en demeure



CONTACT

contact@mind-data.fr

le cnam



— université
— lumière
— LYON 2

Mind-Data

Crédits :
Unsplash/Canva

